



Communiqué de presse UNSA Education Paris

NON aux fermetures de Lycées à Paris : *La région Ile de France ne doit pas faire des économies sur le dos des élèves les plus fragiles*

L'UNSA Education, avec les organisations syndicales représentatives au Conseil Interacadémique de l'Education Nationale (CIEN), a voté contre les fermetures de lycées professionnels et généraux annoncées ce matin par la région Ile-de-France.

Peu avant les congés d'automne, les personnels de sept lycées parisiens ont appris que leur établissement allait fermer à la rentrée 2023. Ce projet s'est mené dans le plus grand secret entre la Région Ile-de-France et le Rectorat de Paris. Ni les organisations syndicales ni les équipes en place n'ont été consultées sur ce projet à aucun moment.

Sept lycées sont menacés de fermeture : LP Brassai (15e), LP Armand Carrel (19e), LP Suzanne Valadon 18e , LP Charles de Gaulle 20e , SEP Lucas de Nehou (site Friant 14e) et LP Théophile Gautier (site Charenton 12e) et le LGT Georges Brassens (19e). Ces fermetures/transferts affecteraient 14 autres lycées de Paris qui eux aussi n'ont pas été consultés.

La forme et le fond sont révoltants. Du point de vue de la forme, pas de consultation préalable, pas de document, ni d'éléments permettant de justifier cette décision. Nous découvrons les méthodes et les décisions brutales de la Région et de l'Etat. Les personnels qui ont demandé à être reçus n'ont même pas obtenu de réponse à leur demande. Cela fait plus de dix ans que nous dénonçons les problèmes de vétusté et demandions que s'ouvrent des discussions. Tout est fait à présent dans la précipitation pour de faux prétextes.

Du point de vue du fond, ces opérations de fermetures ont un objectif : faire des économies au détriment des élèves, parfois les plus fragiles, et des personnels. Et nous sommes en droit de nous interroger sur le devenir des locaux de ces lycées abandonnés : alimenteront-ils le marché immobilier ? La Région et l'Académie de Paris réduisent à néant la mixité scolaire des établissements en supprimant les sections d'enseignement général des LP. Envisager la fermeture des seuls LGT du 2^{ème} et 18^{ème} sont des aberrations. Est-ce à dire qu'un arrondissement grand comme Nancy ou Caen n'a pas besoin d'un lycée général ? Ni le fameux IPS, ni la croissance démographique dans cet établissement, ne permettent de justifier ces choix qui ne peuvent masquer que leur intérêt économique.

Ces fermetures ne peuvent pas se faire sans impacter les personnels, que nous représentons tous à l'UNSA Education : enseignants, administratifs, personnels de direction...tous sont concernés.

Pour l'UNSA Education, comme pour les organisations syndicales membres de ce CIEN au titre des personnels et des usagers, avec l'intersyndicale parisienne qui s'est constituée pour lutter contre ces fermetures, les personnels, les élèves et leurs parents, nous refusons catégoriquement ces fermetures. Nous demandons qu'une délégation des établissements concernés soit reçue de toute urgence par le Monsieur le Recteur de la région académique et recteur de Paris et Madame la présidente de la région Ile-de-France.

Contact : paris@unsa-education.org